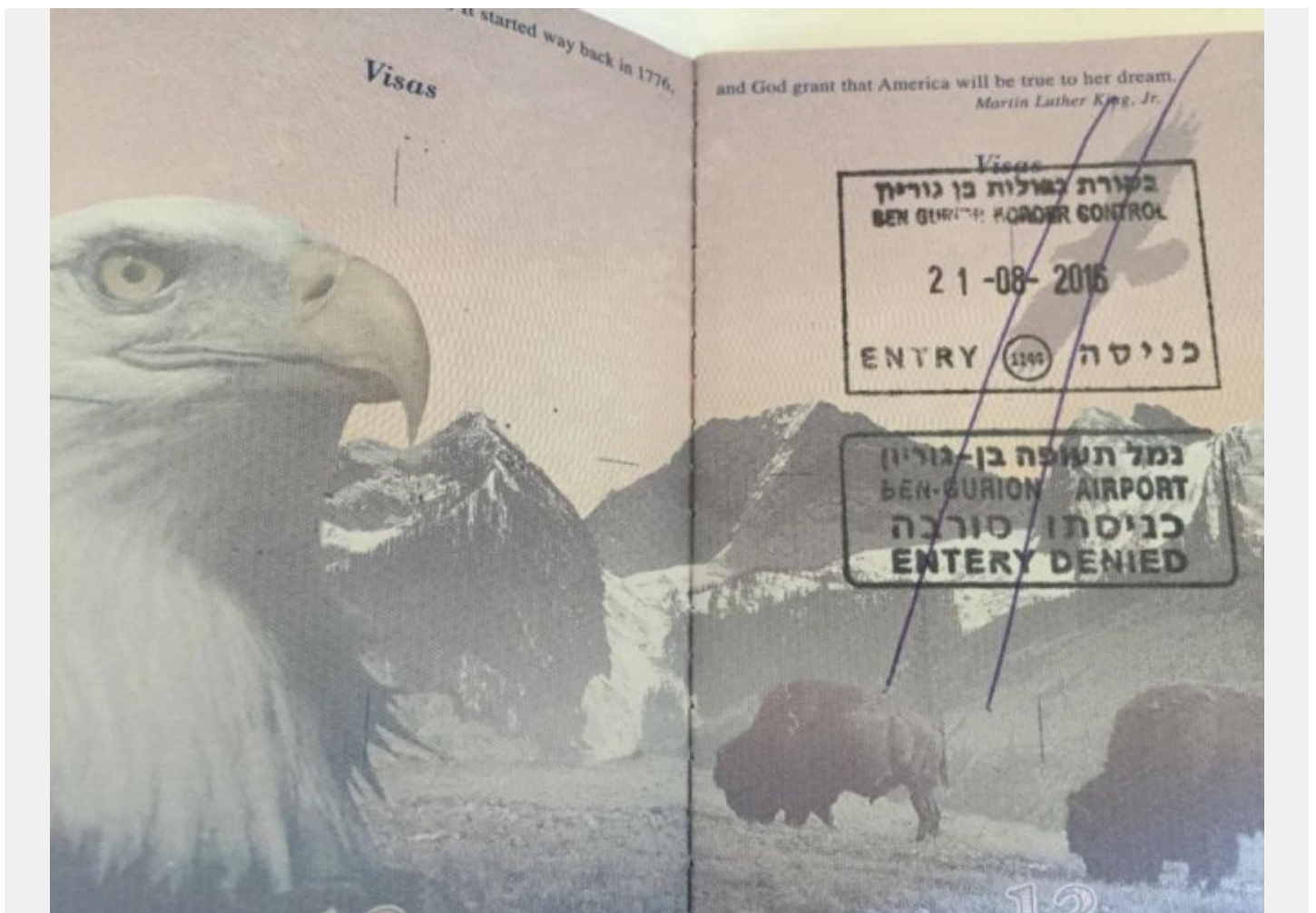


Une militante des droits de l'Homme américaine expulsée après avoir tenté d'entrer en Israël pour travailler avec les jeunes et les femmes à Gaza

23 août 2016



Les ONG qui défendent les droits des Palestiniens sont de plus en plus visées par les autorités israéliennes, qu'elles soient palestiniennes, israéliennes ou internationales. Cette semaine, c'est la secrétaire internationale de l'Observatoire Euro-Méditerranéen pour les droits de l'Homme et directrice de « Nous ne sommes pas des chiffres » qui a été expulsée aux Etats-Unis.

La secrétaire internationale de l'Observatoire Euro-Méditerranéen pour les droits de l'Homme et directrice de « Nous ne sommes pas des chiffres » a rejoint le nombre croissant des défenseurs de la paix et de la justice qui se voient refuser l'autorisation d'entrer en Israël et dans les territoires palestiniens occupés.

Pam Bailey, qui est arrivée à l'aéroport Ben Gurion de Tel Aviv le 21 Août pour rejoindre la bande de Gaza, a été détenue par la police des frontières israélienne dans une caserne semblable à une prison pendant 11 heures, sans accès à son téléphone ou ordinateur portable, avant d'être expulsée vers les États Unis. La police des frontières israélienne a également commodément « perdu » la valise de livres que Bailey apportait à Gaza pour les jeunes de là-bas, comprenant des sujets aussi dangereux que la dernière histoire d'Harry Potter et un ensemble de guides d'étude pour le GRE.

« Malgré le fait que j'avais déjà obtenu un permis pour entrer à Gaza, la police aéroportuaire israélienne a dit que je n'étais pas autorisée à entrer dans le pays en raison du travail « illégal » sur les droits de l'Homme de mon organisation », rapporte Bailey. « Quand j'ai consulté plus tard un avocat israélien, on m'a dit qu'Israël a créé une liste noire croissante des ONG palestiniennes et internationales que le pays n'aime pas en raison de leur plaidoyer pour les droits de l'Homme. »

Euro-Med surveille et signale les violations des droits de l'Homme dans la région Moyen Orient-Afrique du Nord, avec ses sièges à Genève, en Suisse, et l'un de ses principaux bureaux de terrain dans la bande de Gaza. « Nous ne sommes pas des chiffres », que Bailey a fondé et dirige, est un projet d'Euro-Med qui forme les jeunes palestiniens à être des conteurs efficaces à la fois à Gaza et au Liban.

Bailey était en route pour Gaza pour former un nouveau groupe d'écrivains, pour démarrer un projet d'émancipation des femmes et pour superviser la production d'un nouveau rapport documentant la répression croissante d'Israël sur l'entrée des internationaux dans la bande de Gaza.

« La détention et l'expulsion de Pam d'Israël sans aucune preuve d'actes répréhensibles ou possibilité d'appel a fourni une documentation inattendue et personnelle pour le rapport en cours de préparation par Euro-Med », a déclaré Inas Zayed, conseiller juridique d'Euro-Med. « La façon dont Israël a privé les Palestiniens de Gaza de liberté de mouvement est bien connue, mais de plus, Israël empêche également les internationaux d'entrer. Il n'y a aucune justification défendable pour ces refus et expulsions arbitraires, privant les Palestiniens d'une exposition au monde extérieur de toutes les manières possibles. »

Plus tôt cet été, les responsables israéliens ont détenu, interrogé et expulsé cinq Américains, dont quatre musulmans noirs, essayant d'entrer dans le pays pour « acquérir une meilleure compréhension de la situation de terrain », selon la Campagne américaine pour mettre fin à l'occupation israélienne. À leur arrivée le 17 Juillet, un membre du personnel de la campagne des Etats-Unis et quatre autres membres du groupe, détenant tous un passeport américain, ont été interrogés par la police des frontières israélienne au sujet de leurs origines et de leur engagement politique. Ils ont ensuite été expulsés.

De même, le 15 Août, Charlotte Kates, coordinatrice internationale de Samidoun, le Réseau de Solidarité avec les Prisonniers palestiniens, s'est vue refuser l'autorisation d'entrer en Cisjordanie par les autorités israéliennes au point de passage pont du roi Hussein en Jordanie. Kates tentait de rejoindre une délégation de parlementaires et d'avocats européens de soutien aux prisonniers palestiniens.

Le harcèlement et le rejet des ONG et des personnalités existent depuis longtemps, mais s'aggravent depuis peu. En 2014, par exemple, Israël a refusé l'entrée aux membres d'une enquête de l'ONU sur les crimes de guerre commis par les forces militaires israéliennes lors de l'opération Bordure protectrice dans la bande de Gaza.

Dans de nombreux cas, les expulsions sont accompagnées par des consignes globales de ne pas revenir en Israël avant 10 ans.

« Nous devons tous nous unir et commencer à lutter contre cette discrimination arbitraire contre ceux qui cherchent pacifiquement à demander des comptes à Israël », a déclaré Zayed.

Lire aussi : [Observatoire euro-méditerranéen pour les droits de l'Homme](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

- Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Une-militante-des-droits-de-l-Homme-expulsee-apres-avoir-tente-d-entrer-en>